



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES COTES D'ARMOR

Direction départementale de la  
protection des populations

Service prévention des risques environnementaux

**ARRÊTÉ MODIFICATIF**  
portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998, modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2008, modifié le 27 juin 2012, autorisant la SA Géotexia Mené à exploiter lieu-dit, « La Petite Vieille Lande » à Saint-Gilles-du-Mené, une installation de valorisation (méthanisation) de déchets organiques ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 14 mars 2014 établissant le cinquième programme d'actions régional à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU la demande présentée le 10 octobre 2014 et complétée le 27 novembre 2014, par la SA Géotexia Mené représentée par Monsieur Pascal Soulabaille, siège social « La Petite Vieille Lande » à Saint-Gilles-du-Mené concernant l'accroissement de la valorisation du digestat sous forme de fertilisants liquides et solide avec l'augmentation des volumes de stockage de fertilisants entraînant la création de quatre bassins de stockage des fertilisants liquides et une plate-forme de stockage de fertilisants solides ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 13 janvier 2015 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 30 janvier 2015 ;

CONSIDERANT que la demande présentée par la SA Géotexia Mené concerne l'augmentation des capacités de stockage des produits liquides et solides issus du digestat ;

CONSIDERANT que cette demande n'entraîne pas de modification substantielle du dossier d'autorisation au sens de l'article R512-33 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'exploitant a déposé le 29 janvier 2015 un dossier de porter à connaissance présentant l'ensemble des modifications apportées à l'unité de méthanisation depuis sa création à déposer ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

## ARRÊTE

### Article 1 :

Les dispositions de l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2008, rubrique 2171, sont modifiées comme suit :

« Rubrique	Désignation	Capacité	Régime
2171	Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole	12 638 m3	Déclaration »

### Article 2 :

Les dispositions de l'article 7.6.8. de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2008, modifiées par l'arrêté du 27 juin 2012, sont complétées comme suit :

#### « PROTECTION DES MILIEUX RECEPTEURS

##### Bassins de stockage des produits liquides issus du digestat

Les mesures prévues ci-après visent à éviter toute pollution des eaux superficielles et souterraines par débordement ou fuite des bassins de stockage et doivent être mises en place avant l'utilisation des bassins.

##### Protection des eaux pluviales

Les eaux pluviales collectées par les membranes géotextiles positionnées sur les bassins sont évacuées par des pompes de relevage (4.5 l/s) dans le réseau des eaux pluviales puis rejoignent le réseau d'évacuation des drains avant rejet au sein de l'espace boisé à l'Ouest du site.

##### Protection eaux souterraines

Un réseau de drainage est implanté sous les bassins de stockage des produits liquides issus du digestat ;

Une sonde de conductivité (700 µS) est placée dans le regard de contrôle localisé sur le réseau de drainage des bassins avant le rejet au milieu naturel et mesure en continu la conductivité des eaux de drainage. Le dépassement du seuil des 700 µS entraîne le déclenchement d'une alarme localisée au sein de l'usine et au système de télésurveillance ;

Une vanne manuelle est installée sur le réseau de drainage de chaque bassin permettant de les isoler.

##### Remplissage / Vidange des bassins

Le système d'approvisionnement / vidange des bassins fonctionne en vase communicants avec la présence d'une sonde de niveau haut sur les cuves de Retexia et Fertixia stoppant l'ultrafiltration et l'osmose inverse ;

Les deux cuves sont équipées d'un trop plein entre le niveau haut et le niveau maximal des cuves et bassins ;

Un relevé hebdomadaire des niveaux des bassins est effectué par l'exploitant ;

La gestion du remplissage des bassins est assurée par l'exploitant, un jeu de vannes manuelles est mis en place sur chaque bassin.

L'ensemble des dispositifs (sondes, alarmes, vannes...) est périodiquement vérifié et entretenu.

##### Chargement du Retexia et Fertixia

Le chargement du Retexia et du Fertixia est effectué uniquement via les cuves présentes sur l'installation. Le chargement du Retexia et du Fertixia via les bassins est interdit.

##### Surveillance des bassins (ouvrage de classe D)

Une visite technique approfondie doit être réalisée tous les dix ans sur les bassins afin de vérifier le bon état géotechnique des ouvrages. »

### Article 3 :

les dispositions de l'article 8.1.1.2. de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sont complétées comme suit :

« Tout stockage extérieur, même temporaire, est interdit « à l'exception des matières végétales brutes non pulvérulentes et non fermentescibles sur la plate-forme dédiée ». »

### Article 4 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Saint-Gilles-du-Mené pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Saint-Gilles-du-Mené pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture ;

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de la SA Géotexia Mené dans deux journaux d'annonces légales du département.

### Article 5 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

### Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le sous-préfet de Dinan, le maire de Saint-Gilles-du-Mené et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi que pour information aux maires de Laurenan, Plémet et Plessala.

Saint-Brieuc, le - 3 MARS 2015

Le préfet

Pour le Préfet,  
Le Sous-Préfet  
Directeur de Cabinet

Gilles QUENEHERVE

